

Luxembourg, le 7 juin 2025

## Communiqué de presse

### **La FLF outrepassa les bornes : Les Femmes Socialistes exigent des conséquences personnelles et une remise en question profonde**

Les Femmes Socialistes expriment avec la plus grande fermeté leur profonde indignation face à une série de décisions, d'agissements et de propos émanant de la Fédération Luxembourgeoise de Football (FLF), qui démontrent une dérive interne alarmante, incompatible avec les valeurs d'égalité, de respect et de démocratie.

Après avoir sciemment sélectionné comme joueur national un homme condamné pour violences domestiques, jugement confirmé en deuxième instance il y a à peine quatre semaines, la FLF a choisi de banaliser la violence, et en particulier les violences faites aux femmes. Ce choix inacceptable a envoyé un signal clair : les violences sexistes ne sont pas prises au sérieux par ceux qui dirigent notre football national.

Ce mépris s'est confirmé par l'exclusion d'un journaliste d'une conférence de presse, portant ainsi atteinte à la liberté fondamentale de la presse. Et, plus récemment encore, par les propos inqualifiables du président de la FLF, Paul Philipp, qui, en qualifiant des députées de "pseudo politiciennes", a révélé son mépris manifeste pour les femmes engagées en politique. Un discours misogyne qui n'a pas sa place dans une fédération nationale, ni ailleurs dans notre société.

La cerise sur le gâteau est tombée vendredi soir, lorsque des militantes féministes ont décidé de manifester pacifiquement au stade contre cette série de décisions. Leur action non violente a été brutalement réprimée par les agents de sécurité, sur ordre de la FLF. Des banderoles leur ont été arrachées avec force, avec comme conséquence que l'une des manifestantes a été blessée, un doigt cassé et plusieurs autres bousculées. Ces actions sont non seulement scandaleuses, mais également contraires aux règles de l'UEFA, qui interdisent l'enlèvement arbitraire de banderoles.

La FLF aime mettre en avant son engagement pour le football féminin : organisation du « Girls Foot Day », soutien aux sélections U17 et U19, formations pour entraîneuses, et valorisation des « Lionnes rouges ». Mais face à la sélection d'un joueur condamné, à la répression de militantes, à des propos misogynes de son président et à l'exclusion d'un journaliste, quel message renvoie-t-elle réellement à ses membres féminins ? Peut-on parler d'un espace sûr et inclusif ? Les actions symboliques ne suffisent pas si les actes trahissent les valeurs qu'on prétend défendre.

Face à cette accumulation de faits graves - banalisation des violences sexistes, atteintes à la liberté de la presse, propos misogynes, violences physiques contre des femmes, non-respect des règles démocratiques et sportives internationales - nous ne pouvons que constater l'existence de problèmes structurels profonds au sein de la FLF.

La misogynie ne semble pas accidentelle, elle apparaît comme systémique.

La FLF ne respecte ni les femmes, ni la liberté d'expression, ni la presse.

Dans un État de droit démocratique, un tel comportement ne peut rester sans réponse.

C'est pourquoi nous exigeons :

- Une prise de position officielle et publique de la FLF sur chacun des faits mentionnés ;
- Des conséquences personnelles pour les responsables, à commencer par le président Paul Philipp ;
- Une enquête externe indépendante sur les pratiques internes de la FLF ;
- Des mesures structurelles de réforme pour garantir l'égalité, la transparence et le respect des droits fondamentaux ;

Nous appelons toutes les forces démocratiques, sportives, politiques et citoyennes à ne pas détourner le regard et à se mobiliser face à cette dérive inacceptable. Notre démocratie ne peut tolérer une fédération qui foule aux pieds les valeurs qu'elle est censée incarner.

La lutte contre les violences faites aux femmes, la liberté d'expression et le respect de la presse sont non négociables.

Comité national des Femmes Socialistes